

## **European Coordination Via Campesina**

Coordination Européenne Via Campesina  
Coordinadora Europea Via Campesina  
Europäische Koordination Via Campesina  
Europese Vereniging Via Campesina  
Coordenadora Europeia Via Campesina  
Sambandet Europeiske Via Campesina  
Coordinamento Europeo Via Campesina  
Europako Kordinakundea Via Campesina

rue de la Sablonnière 18-1000 Bruxelles tel: 32 22173112 fax: 32 22184509 [info@eurovia.org](mailto:info@eurovia.org) [www.eurovia.org](http://www.eurovia.org)

COMMUNIQUE DE SOUTIEN

Bruxelles, 28 novembre 2008

### **La Coordination Européenne Via Campesina soutient Çiftçi-Sen et dénonce le manque de liberté syndicale en Turquie**

Le 2 décembre 2008, la confédération de syndicats paysans, Çiftçi-Sen, membre de la Coordination Européenne Via Campesina, fait face à un procès où la légalité de la confédération est en jeu.

Le Gouverneur d'Ankara exige la dissolution de la confédération parce qu'il n'existe pas de loi turque qui permette que les paysannes et paysans établissent des syndicats. La République turque a échoué à créer une loi en accord avec les accords internationaux qu'elle a ratifiés, par exemple la déclaration universelle des droits de l'Homme et la convention de l'OIT relative à la liberté d'association et à la protection du droit d'organisation. Toutefois, les traités internationaux prévalent par rapport aux lois nationales et par conséquent ce procès n'a aucune justification légale.

Le Coordination Européenne Via Campesina, qui intègre plus de 20 syndicats paysans et de travailleurs agricoles en Europe, est très préoccupée du non respect des droits fondamentaux des paysans et citoyens turcs. Nous dénonçons la criminalisation des syndicats et exigeons le respect de la libre association syndicale.

Le respect des droits humains en Turquie doit être une condition indispensable pour l'entrée dans l'Union Européenne.

Çiftçi-Sen défend les droits et le travail des millions de paysannes et paysans familiaux en Turquie, qui font face à des situations difficiles à cause de la domination des firmes transnationales ou des institutions de l'état, et par conséquent contribue à la réalisation de la souveraineté alimentaire dans ce pays.

Nous demandons urgemment au Gouverneur d'Ankara de respecter le droit à la libre association et par conséquent d'annuler le procès. Les institutions de la Turquie doivent activement soutenir la possibilité pour les paysans de s'organiser, ce qui profitera à l'ensemble de la société turque.

Nous appelons tous les mouvements sociaux à soutenir Çiftçi-Sen dans sa lutte pour la représentation syndicale des paysans.

#### **Contacts :**

Josie Riffaud : +33613105291

René Louail : +33672848792

Abdullah Aysu (président de Çiftçi-Sen): +90 532 264 06 24 (turc)

Nejat Dinc (Çiftçi-Sen): +90 539 606 02 70 (français-anglais)